L'**AMUF** fait l'amer constat que partout en France, les **services d'urgences**, **SAMU** et **SMUR** sont comme jamais
sous tension
. Les soignants sont dans l'impérieuse nécessité d'être entendus. Ils ont de plus en plus de difficultés à accomplir leur mission de service public. Les
équipes
sont
épuisées
, des tensions voire des
heurts
sont
constatés entre services d'un même centre hospitalier
.

Les raisons complexes et multi factorielles ne sont plus seulement dues à un manque de moyen. Le manque de lit d'aval est la raison principale des tensions et difficultés rencontrées dans les services d'urgences. Prendre ce problème à bras le corps permettrait de supprimer les hospitalisations dans les couloirs ce qui diminuerait de fait le temps d'attente aux urgences et réduirait la charge de travail.

Une donnée démographique et sociologique est également à prendre en compte : la population française vieillit. Nous constatons l'afflux dans les services d'urgences de personnes très âgées aux besoins spécifiques auxquels le système actuel est incapable de répondre correctement.

Par ailleurs la progression insuffisante des budgets hospitaliers du fait d'une loi de financement de la sécurité sociale ne prenant pas en compte la réalité des besoins couplée à la baisse prévue des tarifs dans les hôpitaux publics supérieure à ce qui est prévue dans le privé, va se traduire par la suppression de milliers d'emplois supplémentaires.

A titre de rappel, l'AP-HP où c'et produit le drame de Port-Royal a supprimé 4000 emplois entre 2009 et 2011 et la saignée continue au rythme de 1000 emplois par an.

Enfin, de nombreux services d'urgences connaissent une spirale sociale et humaine infernale. Les équipes s'épuisent, d'autres à bout de nerfs partent. Ces départs affaiblissent le restant de l'équipe qui à son tour s'étiole... Nous assistons alors à un véritable "turn over" des personnels. Des services entiers se retrouvent tenus par des médecins intérimaires. Comment faire plus et mieux avec des moyens toujours et encore réduits et des équipes de soignants proches de la rupture ?

Des exemples concrets de disfonctionnements et de tensions peuvent être relevés.

Au CHU de Grenoble, une équipe d'urgentistes a dû menacer d'une démission collective, pour simplement être entendue sur leurs conditions de travail. A Strasbourg (où Patrick Pelloux se rendra jeudi 14/02) l'équipe des urgences du Nouvel Hôpital Civil fait face à un service saturé.

Devant le désintérêt général, l'équipe lance un appel de détresse à la presse locale pour tenter de se faire entendre et faire respecter la dignité des patients À Roubaix, la chef de service démissionne, confrontée au silence assourdissant de l'ARS comme de la direction du centre hospitalier face aux problèmes structurels de son service.

En Île de France, quasiment l'ensemble des services sont saturés. Au Centre Hospitalier de Villeneuve Saint Georges, l'équipe est elle aussi au bord de l'épuisement suite à un sous-effectif chronique. A la première absence prolongée le service n'aura d'autre choix que de fermer.

Des situations similaires sont signalées à Périgueux, Sarlat, à Agde, Thonon les Bains, Lyon, Bourgoin, Guise et en Martinique... Bien loin des revendications catégorielles d'une certaine partie de la profession, l'AMUF est la représentante de médecins dévoués à leur mission de service public. Il est temps de donner à ces professionnels les moyens de travailler dans des conditions décentes.

L'AMUF interpelle une nouvelle fois Marisol Touraine. Il est urgent qu'au-delà des discours elle réponde concrètement face à ces situations explosives et intenables tant pour les usagers du service public que pour soignants et médecins.